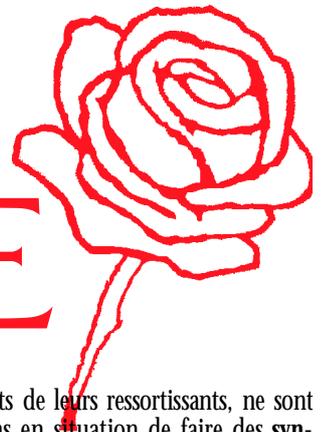


L'EUROPE



Pervenche BÉRÈS
à Rennes :

«On a un devoir de contagion en matière de paix».

La paix sur notre continent est l'œuvre essentielle de l'Union européenne. Face à la guerre à Kosovo, il me semble que l'Union européenne est engagée dans la défense de ses valeurs, qui sont celles de la non-discrimination ethnique. Nous l'avons écrit dans le traité d'Amsterdam, nous devons nous battre pour sa mise en œuvre. Et dans ce combat, il me semble que nous, socialistes français, nous avons notre petite musique à faire valoir. Oui, le concept de laïcité peut être un concept moderne, peut être un concept pour l'Union européenne.

Demain, je suis convaincue que nous devons mettre en place cette identité européenne de défense pour que le poids déterminant de nos alliances ne soit pas le poids d'un «non-Européen».

Si il est difficile de résumer en quelques lignes seize années passées à la Commission européenne à Bruxelles, deux constatations fortes permettent de tirer les principaux enseignements d'une telle expérience.

PREMIÈRE CONSTATATION : LA COMPLEXITÉ.

Au niveau européen, rien n'est simple du fait en particulier de l'imbrication des cultures, des langues, des traditions politiques spécifiques. Dès lors, les problèmes auxquels on est confronté ne peuvent être résolus sans une grande volonté politique s'attaquant moins aux problèmes eux-mêmes qu'aux circonstances dont ces problèmes ne sont que la résultante. C'est en modifiant ces circonstances qu'on peut débloquer une situation. Jean Monnet disait : «*au lieu d'user mes forces sur ce qui résiste, je me suis habitué à chercher ce qui, dans l'environnement, crée la fixation, et à la changer ; c'est quelquefois un point secondaire et souvent un climat psychologique*».

Il en découle notamment une conséquence essentielle : quand on travaille au niveau européen, il faut apprendre à écouter l'autre, et comme le disait excellemment Pervenche Bérès, «*il faut savoir convaincre*».

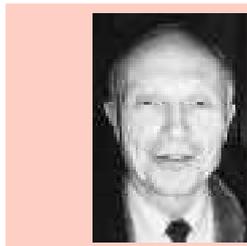
Trop souvent, en effet, nous, Français, passons pour être arrogants et vouloir d'emblée imposer nos idées. Ce comportement irrite profondément et légitimement nos partenaires qui, eux aussi, sont fiers de leur pays et de leur culture et estiment avoir autant à nous donner qu'à recevoir de nous. Pervenche Bérès a eu raison de citer par exemple les expériences allemandes en matière de réduction du temps de travail. On pourrait multiplier les exemples de cette nature. En matière de lutte contre le chômage, nous gagnerions sans doute à nous inspirer des «pratiques» du

Danemark ou des Pays-Bas, pays où le dialogue social est quasi permanent. Sur ce point, le traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1^{er} mai dernier, constitue un progrès avec le «chapitre sur l'emploi» dont la mise en œuvre a été anticipée de 18 mois. En effet, dans la définition annuelle des lignes directrices pour l'emploi, il est notamment tenu compte des «bonnes pratiques» des états membres.

DEUXIÈME CONSTATATION : UN RÔLE ESSENTIEL

Dans ce contexte, le rôle de la Commission européenne, ayant l'initiative des propositions en matière

rêts de leurs ressortissants, ne sont pas en situation de faire des synthèses concernant l'ensemble de l'Union européenne. Cela explique que la coopération inter-gouvernementale a le plus souvent été facteur de paralysie. C'est d'ailleurs pour cette raison, l'expérience aidant, que de nombreuses matières ont été «communautaristes», à la demande des Etats membres eux-mêmes, dans le traité d'Amsterdam («communautarisation» des contrôles aux frontières, de mesures relatives à l'asile, à l'immigration, aux visas, à la coopération judiciaire et civile). Dans ces domaines, la Commission aura donc le pouvoir d'initiative.



Par Loïc MORDREL

Directeur honoraire à la Commission européenne, il a été membre de la Convention des Institutions Républicaines de 1966 à 1971, puis membre du Parti Socialiste depuis 1971. Il a également été notre candidat suppléant aux élections législatives de 1981 à Saint-Malo.

communautaire, en charge également de l'exécution des traités, demeure essentiel. Pervenche Bérès a eu raison de souligner «*qu'il ne faut pas que la Commission sorte affaiblie de la crise*». Toutes les avancées en matière européenne, l'expérience le montre, ont toujours eu lieu en effet avec une Commission forte. Les Etats membres, pris séparément, en charge légitime des inté-

Mais attention, la Commission doit être réformée, le nombre de commissaires réduit, le rôle du Président accru, la «collégialité» restaurée. Le Parlement européen, dont les pouvoirs ont été considérablement augmentés par le traité d'Amsterdam, devra jouer de plus en plus son rôle de contrôle démocratique de la Commission, comme doit le faire tout parlement. C'est là une exigence légitime des citoyens.



François HOLLANDE s'entretient avec Philippe BONNINI, Maire de Chartres-de-Bretagne



Clotilde Tascon-Mennetrier

51 ans, 2 enfants

On connaît Clotilde tout d'abord pour son travail militant sur les quartiers Est de Rennes. D'ailleurs personne ne s'y est trompé puisqu'elle a été élue en 1998 conseillère générale de ce canton. Conseillère municipale depuis 1989, elle est directrice des programmes au Forum européen de la sécurité urbaine. C'est dire que pour elle, l'Europe n'a pas de mystère.

Extrait de son intervention au meeting de Rennes

«On se souvient tous encore de 1992, la Bretagne avait créé la surprise en votant massivement pour Maastricht.

En effet, même si la Bretagne se sent quelquefois à l'écart des grands axes qui font l'Europe, la Bretagne a des convictions européennes qu'elle veut défendre et elle entend bien faire entendre sa voix.

Notre identité, c'est notre force. On ne le rappellera jamais assez haut et fort, la Gauche, les socialistes sont présents au Gouvernement dans 13 pays de l'Union sur 15.

Nous pouvons donc ensemble construire l'Europe.

Cette élection est notre chance. Elle est l'occasion de faire arbitrer notre vision de l'Europe, elle est l'occasion de réorienter la construction européenne.»

Le Bureau Fédéral d'Ille-et-Vilaine a rencontré François HOLLANDE

Profitant du passage de François Hollande le 3 mai, à Rennes, notre camarade Frédéric Bourcier, secrétaire fédéral aux Elections, a saisi l'occasion pour lui poser, au nom du Bureau Fédéral, trois questions rapides.



Frédéric Bourcier

33 ans

Secrétaire de la plus grosse section du département : Rennes Sud-Est.

Secrétaire fédéral aux Elections.

Directeur Commercial d'une société de vente en micro-informatique.

Vit en union libre. Père de 2 (bientôt 3) garçons.

Parcours militant :

1974 : fait défiler ses copains de l'école derrière une banderole de François Mitterrand pendant la récréation.

1978 : sensible aux résultats des élections législatives où je remarque l'intervention de Michel Rocard.

1980 : adhésion au MAA (Mouvement Anti Apartheid).

1981 : première campagne électorale militante.

1984 : adhésion à la Mnef.

1986 : mouvement anti-Devaquet - adhésion à l'Unef-Id - adhésion au MJS.

1987 : adhésion au club Forum (jeunes proches des idées de M Rocard).

1989 : adhésion au PS.

FRÉDÉRIC BOURCIER : *Tu viens de passer une journée en Bretagne, région pro-européenne s'il en est, qu'en as-tu retiré ?*

FRANÇOIS HOLLANDE : La Bretagne est je crois, je l'ai dit lors de la réunion publique, un modèle du « comment vivre l'Europe ». C'est depuis les années 60 un exemple de développement économique et culturel important. Pour autant, la Bretagne n'oublie pas ses racines et elle s'enrichit de ses échanges. J'ai l'impression

que c'est en Bretagne que nos concitoyens sentent le mieux l'apport de la construction européenne dans le développement de leur région.

FRÉDÉRIC BOURCIER : *Les réunions n'attirent pas énormément de monde durant cette campagne. Un exemple : Ouest-France ne donne ni le nombre de participants, ni photo de la salle de celle de Bayrou à Vitré. Comment l'expliques-tu ?*

FRANÇOIS HOLLANDE : Nous sommes tout d'abord encore assez loin de l'échéance du 13 juin. Ces élections sont de plus celles qui paraissent porter sur les champs de décisions les plus éloignés de la vie quotidienne des gens. Notre devoir est d'abord de leur faire sentir ce que l'Europe peut leur apporter, dans quels domaines l'Union européenne a des compétences. De là découle la nécessité d'un choix politique pour plus ou moins de social, plus ou moins de construction politique et j'en passe.

FRÉDÉRIC BOURCIER : *Le cadre national est-il bon pour ce type d'élection :*

FRANÇOIS HOLLANDE : Je devine dans la formulation de ta question ta réponse personnelle. Il est évident que la situation actuelle te donne entièrement raison. Que voyons-nous ? Une droite qui prépare la présidentielle : Seguin qui déserte le débat et reprend sa liberté, Sarkozy qui se met à adorer ses amis chiraquiens du Conseil Politique du Rpr, l'Udf qui veut exister autrement que comme satellite du Rpr, Madelin qui prépare sa montée sur Paris et Pasqua qui prépare sa retraite. Comment faire vivre le débat européen alors que seul leur débat interne les intéresse ? Je suis convaincu que les Français verront bien où sont ceux qui préparent l'avenir du pays et où sont ceux qui préparent leur avenir personnel. Je sais qu'une campagne active des militants et des sympathisants m'y aidera, notamment en Bretagne.